

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 17/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LOUIS VIAL

20 avenue de Larzailler
42610 ST ROMAIN LE PUY

Références :
Code AIOT : 0006603529

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement SAS LOUIS VIAL implanté Les Bouillens 30310 VERGEZE. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LOUIS VIAL
- Les Bouillens 30310 VERGEZE
- Code AIOT : 0006603529
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société S.A.S. VIAL exploite un établissement de regroupement, de transit et de traitement de verre usagé sur son site industriel de VERGEZE.

L'installation de tri et de traitement de verre usagé est exploitée depuis plus de 20 ans sur le site de la verrerie de Vergèze, par la société Owens Illinois, dans le périmètre industriel du site exploité par Nestlé Waters Supply Sud.

L'établissement se situe en dehors des zones urbaines habitées, en bordure de la route de Vauvert et du canal de la compagnie du Bas Rhône.

L'exploitant est un sous-traitant de la verrerie. Il prépare notamment le verre usagé ménager et industriel, collecté majoritairement dans les communes de la région, pour sa réutilisation dans le

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Il existe trois types de suites :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle ;
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète, il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisées ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-1) Introduction

2) Constats

- situation administrative au regard de la réglementation des ICPE applicable à l'établissement
 - organisation et conditions d'exploitation
 - eaux industrielles / prévention des pollutions
 - bruits
 - défense incendie
 - émission atmosphériques / poussières
 - traçabilité des déchets
- Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

• Arrêté préfectoral complémentaire n°14.123N du 03 octobre 2014 (garanties financières).

• Arrêté préfectoral n°12.035N du 04 avril 2012 (exploitation du site) ;

Son fonctionnement est notamment réglementé par les arrêtés préfectoraux ci-après :

modification de la nomenclature des ICPE.

Le site relève, du régime de l'autorisation acquise au bénéfice de l'antériorité à la suite d'une Le stock de verre présent sur le site est de l'ordre de 5 000 t, soit environ 5 000 m³.

- séparation (magnétique, optique et pneumatique).
- criblage ;
- broyage ;
- triage manuel ;

four verrier. Le verre broyé nettoyé, désigné sous le terme de calcin, est utilisé par la verrerie, en remplacement des matières premières nobles (sables, carbonate de soude,...). Ce recyclage permet une économie de matières premières et d'énergie.

Le site traite au maximum 600 t de verre par jour, soit 15 000 t/mois ou environ 150 000 t/an. Le site emploie 9 personnes et fonctionne en 4 postes.

Le traitement du verre s'effectue dans une structure fermée d'une emprise au sol de 450 m² et de 15 m de hauteur. Le traitement comprend des installations de :

aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site	Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	3 mois
2	ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES	Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 3	/	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Conformité aux plans et données du dossier - Modifications	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 1.5	/	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.1.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Formation et information du personnel.	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Normes de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Conception des bâtiments et des locaux	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
15	Tracabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Mise en demeure, déchets	3 mois
16	Tracabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, déchets	3 mois
17	Prévention des envois	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 4.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
18	Emission de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 4.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
19	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.8.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s)	Autre information
8	Contrôle des rejets.	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.6.3	/	Sans objet
9	Maintenance du déboureur séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.7	/	Sans objet
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.3	/	Sans objet
11	Valeurs limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 6.4.1	/	Sans objet
13	Moyens d'intervention et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 7.1	/	Sans objet
14	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 7.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de la visite ont révélé notamment un dépassement important des quantités de déchets stockés sur le site (déchets issus du tri et verre brut en attente de traitement) par rapport aux quantités maximales autorisées. Ces modifications des conditions d'exploitation ont été effectuées sans avoir été préalablement portées à la connaissance de Mme la préfète avec tous les éléments permettant de caractériser ces modifications selon les critères définis au titre de l'article R181-46 du Code de l'Environnement. Les faits non-conformes constatés lors de la visite du site, notamment les amoncellements de poussières et de déchets plastiques le long des clôtures, pourraient découler de ces augmentations des quantités stockées. Le dépôt d'un porté à connaissance permettra, au vu des éléments d'appréciation présentées, de poursuivre l'instruction de la demande d'évolution des garanties financières présentée et d'évaluer si d'éventuelles prescriptions complémentaires sont nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 2	
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A tout moment, les quantités de déchets dangereux et non dangereux pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les quantités définies dans le tableau ci-après, sur la base desquelles le montant des garanties financières a été calculé.</p> <p>Déchets dangereux:</p> <ul style="list-style-type: none">- Déchets issus du déshuilage des eaux pluviales : 1 tonne;- Emballages souillés : 0,05 tonne;- Huiles : 0,4 tonne <p>Déchets non dangereux:</p> <ul style="list-style-type: none">- Verre brut : 50 tonnes- Déchets de tri du verre : 8 tonnes.	
<p>Constats : Lors de la visite du 19 mars 2015, il avait été constaté que l'exploitant stockait plus de 8 tonnes de déchets de tri du verre sur le site industriel. L'exploitant avait indiqué notamment avoir fait évacuer par camion environ 13 tonnes de déchets de tri du verre le 18 mars 2015 et disposer d'une capacité maximale de stockage de déchets de tri du verre d'environ 50 tonnes. Pour se mettre en conformité, l'exploitant s'était engagé à porter cette modification à la connaissance du préfet.</p> <p>Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'inspection a constaté la présence sur le site des quantités suivantes de déchets non dangereux (quantités confirmées par l'exploitant):</p> <ul style="list-style-type: none">- 26 tonnes de DIB bouteilles plastiques et cartons type "Tetra brick" issues du tri du verre brut;- 15 tonnes de DIB bouchons et éléments légers (papier, plastique) issues du tri du verre brut;- 2 à 3 t de déchets métalliques issus du tri du verre brut;- 1500 t de verre brut ménager de Perrier, entreposé exceptionnellement sur le site dans l'attente de la réparation d'une machine de traitement en panne le jour de la visite;- 2000 t de verre RTO + 15 t d'infusibles RTO (déchets céramiques);- 230 t de verre brut mélange;- 2 x 30 t de verre brut industriel de serre, en transit;- 10 t de rebut de Perrier (bouteilles pleines);- 10 t de verre blanc provenant du site VIAL MINERIS de St Romain Le Puy, en transit;- quelques déchets exceptionnels issus du tri de verre brut : extincteurs, pneumatiques, bouteilles de gaz. <p>De plus, les extraits du registre des déchets non dangereux sortants présentés à l'inspection indiquaient que 60 des 67 chargements des différents déchets issus du tri de verre brut évacués dépassaient 8 tonnes sur les 9 premiers mois de 2022, les quantités de DIB évacuées pour valorisation variant entre 4,5 t et 27,74 t.</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'inspection a constaté la présence de 4 bacs de rétention sous des bidons d'huile de moteur de capacité totale 0,6 t. L'exploitant déclare évacuer les huiles contenues dans ces rétentions des qu'ils sont à 40 % pleines, soit à 0,24 tonne.</p> <p>Les extraits du registre des déchets dangereux sortants présentés à l'inspection indiquaient, en 2021, l'évacuation de 2 lots d'eaux hydrocarbures de 1,5 et 4 tonnes (4 m³), soit supérieurs à 1 tonne.</p> <p>Les quantités de déchets entreposées sur le site au jour de la visite et celles indiquées sur les registres de déchets sortants dépassent donc les quantités maximales autorisées dans le tableau défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014, sur la base desquelles le montant des garanties financières avait été calculé.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection une copie d'un courrier proposant à Madame la préfète du Gard une mise à jour du montant de ses garanties financières expédié en date du 28 mai 2021 (AR du 31 mai 2021), calculé sur la base d'une réactualisation des quantités maximales de déchets dangereux et non dangereux pouvant être entreposées sur son site correspondant à ses nouvelles capacités de stockage. La proposition de mise à jour du montant des garanties financières sur la base de nouvelles quantités de déchets pouvant être entreposés sur le site transmise ne comporte</p>	

pas les éléments d'appréciation permettant de qualifier ces modifications selon les critères de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Toutefois, ces modifications des conditions de stockage de déchets n'ayant pas été actées dans un arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°14.123N du 3 octobre 2014, l'exploitant n'était pas autorisé à les réaliser. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement demeure soumis aux dispositions des articles R.516-1 et suivants et à ce titre, l'exploitant doit maintenir les déchets entreposés sur Le site de VERGEZE en deçà des quantités prises en considération pour l'évaluation du montant des garanties financières. L'exploitant doit transmettre au Préfet du Gard une mise à jour de ce montant en cas de modification des installations.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection une copie d'un courrier proposant à Madame la préfète du Gard une mise à jour du montant de ses garanties financières (AR du 31 mai 2021 en préfecture), calculé sur la base d'une réactualisation des quantités maximales de déchets dangereux et non dangereux pouvant être entreposés sur son site de Vergèze correspondant à ses nouvelles capacités de stockage. Ces quantités maximales sont les suivantes: Déchets non dangereux: - DIB / Déchets issus du verre brut (bouteilles): 50 tonnes; - DIB / Déchets issus du verre brut (bouchons): 50 tonnes; - Infusibles RTO (déchets céramiques) / déchets inertes non recyclables: 50 tonnes; Déchets dangereux: - Eaux déshuileur: 1 tonne; - Emballages souillés: 0,4 tonne; - Huiles: 0,6 tonne. Toutefois, sans retour des services de l'État actant ces modifications dans un arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°14.123N du 3 octobre 2014, et notamment les quantités maximales d'entreposage de déchets autorisées sur le site définies à l'article 2 du même arrêté, l'exploitant devait maintenir les déchets entreposés sur le site en deçà de ces quantités. Or il a été constaté (point de contrôle précédent) que les quantités de déchets entreposés sur le site de VERGEZE dépassaient les quantités prescrites, ce qui constitue un fait non conforme à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014 susvisé.
Observations : L'exploitant devra maintenir les déchets entreposés sur le site de VERGEZE en deçà des quantités prises en considération dans l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2014 pour l'évaluation du montant des garanties financières jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande de mise à jour du montant de ses garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans les dossiers de la demande d'autorisation et les études de dangers, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Par application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite du 19/03/2015, il avait été constaté le fait suivant: l'exploitant n'exploite pas les installations conformément aux données présentées dans le dossier (études d'impact et de dangers) transmis par courrier à Monsieur le préfet du Gard le 02 mai 2011. En effet, la consommation d'eau industrielle depuis le canal du bas Rhône Languedoc s'élevait à 670 m3 en 2014 alors que le dossier susvisé prévoyait environ 270 m3. Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'exploitant a présenté à l'inspection sa dernière facture BRL datée du 2 décembre 2021, indiquant une consommation de 179 m3 pour l'année 2021, ce qui est conforme aux éléments du dossier de demande d'autorisation. D'autre part, d'importants dépassements des quantités maximales d'entreposage de déchets non dangereux autorisés par l'arrêté du 3 octobre 2014 ont été constatés lors de la visite, et sont susceptibles de modifier de façon substantielle les incidences des installations par rapport au dossier de demande d'autorisation (risque accru d'incendie, d'envol de plastiques et de poussières dans l'environnement notamment). Ce constat constitue un fait non conforme à l'article 1.5. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.
Observations : Selon la caractérisation des modifications projetées, des prescriptions complémentaires pourront être proposées à Mme la Préfète.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien de l'établissement.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté une importante couche de poussière de verre sur le sol autour des zones de stockage de déchets et de matériaux, dans le local de stockage des hydrocarbures et en bordure Nord du bâtiment de traitement. Il a été constaté également la présence d'un amoncellement d'un mélange de débris de verre et de déchets de bouteilles plastique et de cannettes, le long de la clôture Est de l'établissement, empêchant ainsi l'ouverture de l'armoire contenant les RIA et l'accès à la borne incendie, et dans une moindre mesure, le long des autres clôtures de l'établissement et autour des matériaux entreposés au Nord. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 2.1.9 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.
Observations : Suite à la visite, l'exploitant a dégagé l'armoire des RIA et la borne incendie, selon un cliché transmis à l'inspection par courriel du 19 octobre 2022, mais des amas de déchets persistent le long de la clôture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.2.2	
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis-à-vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes.</p>	
Constats : Lors de la visite du 18/10/2022, l'exploitant a présenté à l'inspection les attestations de formation suivies par le personnel embauché depuis la dernière visite: - attestation d'une formation du personnel à la mise en œuvre des moyens d'intervention (extincteurs), datant du 22/09/2015; - attestation d'habilitation électrique délivrée le 24/12/2019 à M. Fabien BILLETTE, valable jusqu'au 24/12/2022. Toutefois, l'exploitant a indiqué que M. Morgan ARNAUD, le dernier salarié embauché en date du 14/03/2022, n'avait pas encore reçu de formation à la manipulation des extincteurs et aux risques inhérents aux installations. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.	
Observations : Afin de justifier que l'ensemble du personnel du site est à jour de ses formations, l'exploitant transmettra à l'inspection les dates d'embauche de ses 8 salariés et les attestations datées des formations suivies par chacun d'entre eux, portant sur: - la manipulation des extincteurs; - les habilitations électriques; - les risques inhérents à l'installation.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 3 mois	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ; - l'obligation du "permis de travail" dans ces zones; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides); - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats : Lors de la visite du 18/10/2022, l'exploitant a seulement présenté un protocole de sécurité encadrant les opérations de chargement et de déchargement établi à destination des transporteurs extérieurs, mais pas de protocole de sécurité pour les arrêts de l'installation, destiné au personnel de l'établissement.</p> <p>L'inspection constate que seules les consignes relatives aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des hydrocarbures, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie et la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, sont affichées à l'entrée des bureaux. Il n'a pas été en mesure de présenter de consignes écrites concernant les autres prescriptions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux prescriptions de l'article 2.4. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Normes de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles / prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées vers le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites fixées ci-après : Eaux pluviales rejetées au milieu naturel: pH: 5,5 à 8,5 Température: 30° C MEST: 35 mg/l DBO5 (nd): 30 mg/l DCO (nd): 90 mg/l Azote total: 5 mg/l Phosphore total: 3,3 mg/l Hydrocarbures totaux: 2 mg/l Les valeurs limites des rejets aqueux figurant dans le présent article, seront le cas échéant actualisées à l'issue de l'étude des rejets aqueux imposée, dans un délai d'un an, à la Sté NESTLE WATERS SUPPLY SUD par l'arrêté préfectoral N° 11.212 N du 28 décembre 2011. Une convention de rejets des eaux pluviales, dans le canal de la Roubine, sera établie entre la Sté NESTLE WATERS SUPPLY SUD et la Sté VIAL, dans les trois mois qui suivent la remise de cette étude.
Constats : Lors de la visite du 18/10/2022, l'exploitant a présenté à l'inspection une convention tripartite, établie entre les sociétés NESTLE WATERS SUPPLY, VIAL et Ol France en date du 30 janvier 2020, de déversement des rejets de ces trois sociétés via un seul exutoire dans le canal de la Roubine. Il est à noter que la convention présentée n'a pas réactualisé les valeurs limites des rejets aqueux figurant dans l'article 3.6.1, qui continuent donc à s'appliquer sur les rejets en sortie du débouilleur séparateur d'hydrocarbures situé dans l'emprise de l'établissement VIAL. Le dernier rapport du contrôle semestriel réalisé sur les rejets aqueux par le laboratoire CERECO (prélèvements effectués le 9 septembre 2022) fait état de deux dépassements par rapport à ces normes de rejets, sur les paramètres suivants: DBO5 : 77 mg/l > 30 mg/l et DCO: 171 mg/l > 90 mg/l. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle des rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles / prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, selon une périodicité semestrielle, au printemps et à l'automne et à ses frais, une mesure en concentration des eaux météoriques rejetées dans le canal de la Roubine. [...] Les paramètres à contrôler sont : pH, MES, DCO, N.Total, P.Total, HCT.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers rapports d'analyse de la concentration des paramètres à contrôler sur les eaux météoriques rejetées dans le canal de la Roubine, sur des prélèvements effectués en date du 14/03/2022 et 09/09/2022. [...] Les paramètres contrôlés étaient : pH, MES, DCO, N.Total, P.Total, HCT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Maintenance du débourbeur séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles / prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débourbeur séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins deux fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des installations sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports d'intervention de la société SARP pour le pompage et le nettoyage du débourbeur séparateur d'hydrocarbures réalisés en dates des 04/11/2021 et 20/05/2021. Le rapport du 20/05/2021 indique la vidange et l'évacuation de 1,5 tonnes de boues et de 0,5 tonne d'eaux polluées, et fait état d'un souci sur le flotteur, à changer. En 2022, une intervention, comprenant le pompage et le nettoyage du débourbeur séparateur d'hydrocarbures, l'enlèvement des eaux polluées et la réparation du flotteur, a été effectuée par le sous-traitant Assainissement BAEZA de la SARL OCCI'POMPES en date du 14/06/2022. L'exploitant déclare que la prochaine intervention de maintenance du dispositif sera réalisée avant la fin de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître la circulation des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la visite du 18/10/2022, l'exploitant n'a pas été en mesure dans l'immédiat de présenter ce schéma, qu'il a transmis le lendemain à l'inspection par courriel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 6.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour, allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés et 60 dB(A) pour la période de nuit allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.
Constats : Lors de la visite du 18/10/2022, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport, établi en date du 28/01/2021 par Qualiconsult, de la dernière mesure de bruit qui a été réalisée sur l'établissement en date du 22/01/2021. Le rapport indique en conclusion que les niveaux sonores en limite de propriété de l'installation ne dépassent pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour, et qu'aucune tonalité marquée n'a été décelée aux 4 points positionnés en limite de propriété au sens de la norme NFS 31-010, respectant ainsi les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Conception des bâtiments et des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation, la surface utile de l'ensemble des exutoires ne doit pas être inférieure à 2% de la surface des bâtiments.
Constats : Lors de la visite du 18/10/2022, l'exploitant déclare à l'inspection que le local d'exploitation n'est pas équipé d'un dispositif de désenfumage d'une surface minimale de 9 m2. Ce constat est un fait non conforme aux dispositions de l'article 7.4. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Moyens d'intervention et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 7.71
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. Ils doivent être repérés et facilement accessibles en permanence.
Constats : Lors de la visite du 18/10/2022, l'inspection a constaté que l'extincteur protégeant le local des produits dangereux est dégagé et est facilement accessible. Le rapport de la dernière vérification des moyens d'extinction faite le 25/05/2022 par la société Eurofeu Services de Montpellier, indique que les 38 extincteurs sont conformes. L'exploitant a présenté également à l'inspection une fiche de relevés de vérification annuelle des débits et pressions du poteau d'incendie situé sur le site et géré par la société OI France, datée du 17/11/2021, concluant à la conformité des débits du poteau à 1 bar. En revanche, il a été également constaté qu'un amoncellement de débris de verre et de déchets divers le long de la clôture à l'Est de l'établissement empêchaient l'ouverture de l'armoire contenant deux RIA et recouvraient la borne à incendie, limitant ainsi l'accès à ces moyens de défense contre l'incendie. L'exploitant a dégagé l'armoire et la borne le lendemain de la visite comme en témoignent des clichés photo graphiques transmis par courriel du 19/10/2022.
Observations : L'exploitant doit veiller à assurer un entretien suffisant et régulier de son site de façon à garantir un accès aisé à ces équipements de défense contre l'incendie. Ce point fera l'objet d'un contrôle systématique lors des prochaines visites de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Ces rapports de contrôle doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport de la dernière vérification des équipements électriques de l'établissement, réalisée en date du 03/10/2022 par Qualiconsult Exploitation a été présenté à l'inspection: le rapport conclue que des non-conformités ont constatées sur une installation électrique, pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a présenté à l'inspection un devis pour une intervention de levée des non-conformités relevées, émis par la société CSI en date du 17/10/2022, qu'il a approuvé en date du 18/10/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets	Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIRET de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Il a été constaté que l'exploitant tenait un registre de traçabilité des déchets entrants, dont l'exploitant a présenté un extrait pour la période du 10 au 14 octobre 2022. Toutefois, il manque les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> c) Concernant l'origine, la gestion et le transport des déchets entrants (calcul brut industriel ou ménager) : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement ; - le code de l'opération de traitement effectuée par l'établissement ; <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté</p>
--	---	---	--

ministériel du 31 mai 2021.
Observations : L'exploitant déclare qu'il ne dispose pas actuellement des informations demandées et qu'il interrogerait son fournisseur, la société OI, pour les obtenir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de réception mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Il a été constaté que l'exploitant tenait un registre de traçabilité des déchets sortants dont l'exploitant a présenté des extraits, pour la période du 3 janvier au 22 septembre 2022 en ce qui concerne les déchets non dangereux, et des années 2017 à 2022 pour les déchets dangereux. Toutefois, il manque les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) concernant la gestion et le transport du déchet : - le numéro SIRET du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, e) concernant la destination du déchet : - le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié. <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Prévention des envols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments, les installations, les aires extérieures et les abords sont aménagés de manière à prévenir les envols d'éléments légers et les émissions de poussières. En particulier sont mis en place des filets au niveau des grillages de clôture et du portail et des opérations de ramassages des éléments légers, sont organisées régulièrement et en période de vent violent.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les grillages de clôture et le portail étaient dépourvus de filets, qui sont uniquement positionnés à l'ouest et au sud de la zone de stockage du verre usagé avant tri située au sud du bâtiment (zone référencée n°1 sur le plan de l'établissement). De plus, les constats de la présence d'amoncellements de déchets de plastique le long des clôtures de l'établissement et de poussières autour des zones de stockage et du bâtiment de tri témoignent que les opérations de ramassage des éléments légers ne sont pas organisées à une fréquence suffisante ou de façon suffisamment complète pour les prévenir. Les faits constatés constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Emission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 4.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de tri et de criblage du verre, susceptibles d'être la source d'émission de poussières, doivent être munies de dispositifs de captation et d'aspiration. La teneur en poussières des effluents émis à l'atmosphère par les réseaux canalisés ne doit pas dépasser 100 mg/Nm3 si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h et 40 mg/Nm3 dans le cas contraire. Les installations de dépoussiérage font l'objet de contrôles périodiques afin de garantir l'efficacité des organes de filtration et le respect des valeurs limites fixées ci-avant. Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.
Constats : L'exploitant déclare à l'inspection que les installations de tri et de criblage du verre ne sont pas munies de dispositifs de captation et d'aspiration des poussières. Ce constat constitue un fait non-conforme aux dispositions de l'article 4.4. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2012, article 3.8.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits susceptibles d'occasionner une pollution des eaux superficielles ou souterraines ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention des produits polluants qui pourraient être accidentellement répandus.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection constate que des fûts contenant des hydrocarbures sont stockés sur de simples palettes en bois et ne disposent donc pas d'une capacité de rétention des produits polluants qui pourraient être accidentellement répandus. Ce constat constitue un fait non-conforme aux dispositions de l'article 3.8.1. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois







